



ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le mardi 28 mai 2019 — N° 45

Treize heures quarante

Président de l'Assemblée nationale :
M. François Paradis

Partie 1

AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- La députée de Verchères sur le sujet suivant : *40 ans pour la Maison de l'Entraide de Sainte-Julie.*
- La députée de Vaudreuil sur le sujet suivant : *Hommage à l'organisme Arc-en-ciel de Vaudreuil-Soulanges, qui œuvre pour la santé mentale.*
- La députée de Bertrand sur le sujet suivant : *Mot à l'occasion de la visite de départ de la consule générale de France à Québec.*
- La députée de Hull sur le sujet suivant : *Souligner le 30^e anniversaire des Diabétiques de l'Outaouais.*
- La députée de Soulanges sur le sujet suivant : *Le 25^e anniversaire de la fusion de Les Coteaux.*
- Le député de Blainville sur le sujet suivant : *40 ans de succès du CPA de Lorraine.*
- La députée de Laviolette–Saint-Maurice sur le sujet suivant : *Hommage à monsieur Lucien Mongrain, maire de Trois-Rives depuis 37 ans.*
- Le député des Îles-de-la-Madeleine sur le sujet suivant : *75^e anniversaire de la CTMA.*
- La députée de Repentigny sur le sujet suivant : *30^e anniversaire de Regard en Elle.*
- Le député d'Abitibi-Est sur le sujet suivant : *Les Huskies de Rouyn-Noranda font l'histoire à la 101^e Coupe Memorial pour le 50^e anniversaire de la LHJMQ.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS a) documents
b) rapports de commissions
c) pétitions

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2

AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

- 1) Projet de loi n° 5
Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et d'autres dispositions à l'égard des services de l'éducation préscolaire destinés aux élèves âgés de 4 ans
Présenté par le ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur le **14 février 2019**
- 2) Projet de loi n° 14
Loi favorisant la transformation numérique de l'administration publique
Présenté par le ministre délégué à la Transformation numérique gouvernementale le **4 avril 2019**
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le **16 mai 2019**
- 3) Projet de loi n° 17
Loi concernant le transport rémunéré de personnes par automobile
Présenté par le ministre des Transports le 20 mars 2019
Rapport de la Commission des transports et de l'environnement (consultations) déposé le 14 mai 2019
Reprise du débat ajourné au nom de la députée de Saint-Laurent le **16 mai 2019**

- 4) Projet de loi n° 18
Loi modifiant le Code civil, le Code de procédure civile, la Loi sur le curateur public et diverses dispositions en matière de protection des personnes
Présenté par le ministre de la Famille le **10 avril 2019**

- 5) Projet de loi n° 19
Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale à la suite de l'adoption de certaines mesures fiscales par le Parlement du Canada
Présenté par le leader parlementaire du gouvernement et ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion, le leader parlementaire de l'opposition officielle, et le leader parlementaire du troisième groupe d'opposition le **15 mai 2019**

- 6) Projet de loi n° 20
Loi mettant en œuvre certaines recommandations du rapport du 20 août 2018 du comité de la rémunération des juges pour la période 2016-2019
Présenté par la ministre de la Justice le 11 avril 2019
Reprise du débat ajourné au nom du député de LaFontaine le **9 mai 2019**

- 7) Projet de loi n° 21
Loi sur la laïcité de l'État
Présenté par le ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion le **28 mars 2019**

- 8) Projet de loi n° 23
Loi sur la dénomination et les responsabilités de certains ministres et de certains ministères et édictant la Loi sur le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor le **18 avril 2019**

- 9) Projet de loi n° 25
Loi modifiant principalement la Loi sur l'immatriculation des armes à feu
Présenté par la ministre de la Sécurité publique le **14 mai 2019**

Étude détaillée en commission

- 10)** Projet de loi n° 2
Loi resserrant l'encadrement du cannabis
Présenté par le ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux le 5 décembre 2018
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 21 février 2019
Principe adopté le **14 mai 2019**, et
Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux
- 11)** Projet de loi n° 6
Loi transférant au commissaire au lobbying la responsabilité du registre des lobbyistes et donnant suite à la recommandation de la Commission Charbonneau concernant le délai de prescription applicable à la prise d'une poursuite pénale
Présenté par la ministre de la Justice le 13 février 2019
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 3 avril 2019
Principe adopté le **10 avril 2019**, et
Renvoyé à la Commission des institutions
- 12)** Projet de loi n° 9
Loi visant à accroître la prospérité socio-économique du Québec et à répondre adéquatement aux besoins du marché du travail par une intégration réussie des personnes immigrantes
Présenté par le ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion le 7 février 2019
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le 19 mars 2019
Principe adopté le **9 avril 2019**, et
Renvoyé à la Commission des relations avec les citoyens
- 13)** Projet de loi n° 13
Loi modifiant la Loi sur les impôts, la Loi sur la taxe de vente du Québec et d'autres dispositions législatives
Présenté par le ministre des Finances le 26 février 2019
Principe adopté le **10 avril 2019**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques

14) Projet de loi n° 16

Loi visant principalement l'encadrement des inspections en bâtiment et de la copropriété divise, le remplacement de la dénomination de la Régie du logement et l'amélioration de ses règles de fonctionnement et modifiant la Loi sur la Société d'habitation du Québec et diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal

Présenté par la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation le 3 avril 2019

Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire (consultations) déposé le 14 mai 2019

Principe adopté le **16 mai 2019**, et

Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

Prise en considération de rapports de commissions

15) Projet de loi n° 12

Loi visant à préciser la portée du droit à la gratuité scolaire et à permettre l'encadrement de certaines contributions financières pouvant être exigées

Présenté par le ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur le 21 février 2019

Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations) déposé le 27 mars 2019

Principe adopté le 4 avril 2019

Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation déposé le 9 mai 2019

(Amend. transmis en vertu de l'article 252 du Règlement)

Reprise du débat ajourné au nom du député de Rimouski le **14 mai 2019**

Adoption

16) Projet de loi n° 7

Loi concernant certaines conditions de travail applicables aux cadres du réseau de la santé et des services sociaux

Présenté par la ministre de la Santé et des Services sociaux le 26 février 2019

Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 21 mars 2019

Principe adopté le 11 avril 2019

Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux adopté le **9 mai 2019**

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

- 17) Projet de loi n° 190
Loi visant à exclure les pensions alimentaires pour enfants du calcul des revenus dans diverses lois à caractère social
Présenté par la députée de Sherbrooke le **7 décembre 2018**
- 18) Projet de loi n° 191
Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale afin de prescrire la diffusion de renseignements relatifs à l'utilisation des sommes octroyées aux députés dans l'exercice de leurs fonctions
Présenté par le député de Gouin le **6 décembre 2018**
- 19) Projet de loi n° 192
Loi visant à reconnaître le serment des députés envers le peuple du Québec comme seul serment obligatoire à leur entrée en fonction
Présenté par le député de Jean-Lesage le **28 février 2019**
- 20) Projet de loi n° 193
Loi établissant un bouclier de protection budgétaire des services à l'éducation, à l'enfance et à la protection de la jeunesse
Présenté par la députée de Joliette le **7 février 2019**
- 21) Projet de loi n° 194
Loi visant à assurer le respect des obligations du Québec relatives aux changements climatiques
Présenté par le député de Jonquière le **21 février 2019**
- 22) Projet de loi n° 195
Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale afin d'élargir la portée du droit au paiement des frais d'une assistance
Présenté par le député de Chomedey le **11 avril 2019**
- 23) Projet de loi n° 196
Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports afin d'instaurer le registre Passe-Sports visant à colliger les données sur l'état de santé des personnes âgées de moins de 18 ans à la suite d'une commotion cérébrale
Présenté par le député de Marquette le **11 avril 2019**

- 24) Projet de loi n° 197
Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur afin de lutter contre l'obsolescence programmée et de faire valoir le droit à la réparation des biens
Présenté par le député de Chomedey le **9 avril 2019**
- 25) Projet de loi n° 198
Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles
Présenté par le député de Rosemont le **9 mai 2019**
- 26) Projet de loi n° 390
Loi remplaçant la Loi sur l'Amicale des anciens parlementaires du Québec
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **18 avril 2019**
- 27) Projet de loi n° 392
Loi concernant la sélection des sénateurs représentant le Québec
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **9 mai 2019**
- 28) Projet de loi n° 393
Loi affirmant la participation du Québec au processus de nomination des juges de la Cour suprême du Canada pour le Québec
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **16 mai 2019**

Étude détaillée en commission

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

- 29) Projet de loi n° 201
Loi concernant la Ville de Paspébiac
Présenté par le député de Bonaventure le **15 mai 2019**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

Adoption du principe

30) Projet de loi n° 200

Loi concernant certains immeubles situés sur une concession minière du cadastre du Canton de Bourlamaque, circonscription foncière d'Abitibi

Présenté par la députée d'Abitibi-Ouest le 7 mai 2019

Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire déposé le **15 mai 2019**

Adoption

IV. Motions du gouvernement

V. Crédits budgétaires

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée

[COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE](#)

COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Mandat réglementaire

- Audition du Vérificateur général du Québec sur son rapport annuel de gestion 2017-2018 et sur ses engagements financiers.
- Audition sur le chapitre 5 intitulé « Reprise informatique » et le chapitre 7 intitulé « Contrats en technologie de l'information – Suivi d'un audit particulier » du rapport de mai 2018 du Vérificateur général du Québec.
- Audition sur le chapitre 3 intitulé « Terrains contaminés sous la responsabilité de l'État » du rapport de juin 2018 du Vérificateur général du Québec.
- Audition sur le chapitre 3 intitulé « Gestion des pneus hors d'usage » du rapport de novembre 2018 du Vérificateur général du Québec.

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion de la Régie de l'énergie.

Mandat d'initiative

- Examiner les impacts des pesticides sur la santé publique et l'environnement, ainsi que les pratiques de remplacement innovantes disponibles et à venir dans les secteurs de l'agriculture et de l'alimentation, et ce, en reconnaissance de la compétitivité du secteur agroalimentaire québécois.

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 16**, Loi visant principalement l'encadrement des inspections en bâtiment et de la copropriété divise, le remplacement de la dénomination de la Régie du logement et l'amélioration de ses règles de fonctionnement et modifiant la Loi sur la Société d'habitation du Québec et diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal (mandat confié le 16 mai 2019).
- **Projet de loi n° 201**, Loi concernant la Ville de Paspébiac (mandat confié le 15 mai 2019).

Mandat réglementaire

Interpellation :

- Du député de Laurier-Dorion à la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation sur le sujet suivant : *L'absence de plan global du gouvernement caquiste pour lutter contre la crise du logement* (avis donné le 16 mai 2019).

Mandat d'initiative

- Poursuivre le mandat d'initiative sur l'accès aux services financiers de proximité en région.

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 5**, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et d'autres dispositions à l'égard des services de l'éducation préscolaire destinés aux élèves âgés de 4 ans (mandat confié le 15 mai 2019).

Mandat d'initiative

- Avenir des médias d'information.

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 13**, Loi modifiant la Loi sur les impôts, la Loi sur la taxe de vente du Québec et d'autres dispositions législatives (mandat confié le 10 avril 2019).

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 6**, Loi transférant au commissaire au lobbyisme la responsabilité du registre des lobbyistes et donnant suite à la recommandation de la Commission Charbonneau concernant le délai de prescription applicable à la prise d'une poursuite pénale (mandat confié le 10 avril 2019).

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 21**, Loi sur la laïcité de l'État (mandat confié le 18 avril 2019).

Mandat réglementaire

- Audition du Directeur général des élections du Québec.

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 9**, Loi visant à accroître la prospérité socio-économique du Québec et à répondre adéquatement aux besoins du marché du travail par une intégration réussie des personnes immigrantes (mandat confié le 9 avril 2019).

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 2**, Loi resserrant l'encadrement du cannabis (mandat confié le 14 mai 2019).

Mandat d'initiative

- L'augmentation préoccupante de la consommation de psychostimulants chez les enfants et les jeunes en lien avec le trouble déficitaire de l'attention avec hyperactivité (TDAH).

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Mandat d'initiative

- Les enjeux de recyclage et de valorisation locale du verre.

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

*Les questions déjà inscrites paraissent
au Feuilleton du mercredi*

- 56) Mme Labrie (Sherbrooke) – **28 mai 2019**
À la ministre responsable de la Condition féminine

En 2017 est entré en vigueur le Plan d'action ministériel pour la santé et le bien-être des hommes 2017-2022, qui était accompagné d'une enveloppe de 31 millions sur 5 ans, et qui devait s'inscrire en complémentarité avec celui sur la santé et le bien-être des femmes. Or, depuis 2015, il n'y a plus de Plan d'action pour la santé et le bien-être des femmes. Le dernier plan d'action concernant la santé et le bien-être des femmes est celui de 2010-2013, qui avait été prolongé jusqu'en 2015. Comme les femmes représentent 50 % de la population du Québec et qu'elles vivent des enjeux de bien-être et de santé spécifiques à leur sexe, comme les hommes, un nouveau plan d'action est une nécessité.

Considérant que la consultation pour élaborer le nouveau plan a eu lieu en 2017, et que nous sommes maintenant en 2019, quel est l'échéancier de la ministre pour l'entrée en vigueur du nouveau Plan d'action pour la santé et le bien-être des femmes? Est-ce que la ministre peut s'engager à accompagner de Plan d'action des ressources financières adéquates, en tenant compte des investissements en santé des femmes qui n'ont pas été faits depuis qu'il n'y a plus de Plan d'action en vigueur?

57) M. Nadeau-Dubois (Gouin) – **28 mai 2019**

Au ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur

Le programme de prêts et bourses de l'Aide financière aux études (AFE) du gouvernement du Québec est tenu d'offrir aux étudiant(e)s les ressources financières nécessaires pour poursuivre des études postsecondaires, ce qui inclut des mesures d'accommodement pour les étudiant(e)s en situation de handicap. Cependant, depuis le 6 août 2018, l'AFE a décidé d'empêcher l'accès à ces mesures d'accommodement aux étudiant(e)s ayant un handicap émergent (trouble déficitaire de l'attention, trouble de santé mentale non épisodique, trouble du spectre de l'autisme, trouble d'apprentissage, etc.).

En retirant la catégorie résiduelle « Autres » du formulaire 1015, Certificat médical — Déficiences fonctionnelles majeures et autres déficiences reconnues, l'AFE ne reconnaît des mesures d'accommodement qu'aux étudiant(e)s ayant un handicap physique. Toutefois, en vertu de la Charte québécoise, tous les étudiant(e)s devraient pouvoir accéder équitablement aux programmes de l'AFE sans distinction fondée sur le type de handicap. De surcroît, cette décision va à l'encontre des efforts du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, qui ont permis, depuis une vingtaine d'années, l'inclusion des étudiant(e)s ayant un handicap émergent au niveau postsecondaire.

Est-ce que le ministre a l'intention de réintégrer dans le formulaire 1015 une catégorie qui permettrait de nouveau aux étudiant(e)s ayant un handicap émergent de bénéficier de mesures d'accommodements auprès de l'AFE?

58) M. Zanetti (Jean-Lesage) – **28 mai 2019**

À la ministre de la Justice

En mai 2018, le gouvernement de Philippe Couillard a déposé un projet de loi pour réformer la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels. Un coup d'épée dans l'eau, puisque de l'aveu même de la ministre responsable du projet, la députée de Notre-Dame-de-Grâce, le gouvernement libéral savait pertinemment que le texte de loi n'aurait pas le temps d'être adopté avant l'élection du 1er octobre dernier en raison de son dépôt tardif en Chambre.

Au lendemain de sa victoire électorale, la CAQ a assuré vouloir « adopter une stratégie de communication axée sur la transparence » et réformer la loi sur l'accès à l'information afin que le Québec « redevienne un leader » parmi les administrations publiques canadiennes. Six mois se sont pourtant écoulés depuis, et aucun geste n'a été posé en ce sens de la part de la ministre responsable de l'accès à l'information.

Ma question à la ministre est la suivante :

Est-ce que la ministre s'engage à présenter d'ici la fin de l'année 2019 un projet de réforme de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels qui permettra d'instaurer une réelle culture de transparence et d'ouverture au sein du gouvernement québécois?

Partie 6

PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

- a) 8 mai 2019
Loi sur la Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique
– *ministre du Tourisme.*

Projets de loi publics au nom des députés

- b) 1^{er} mai 2019
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement pour instaurer un droit d'initiative citoyenne en environnement et renforcer les pouvoirs et l'indépendance du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement –
députée de Mercier.

Projets de loi d'intérêt privé

II. NOUVEAUX PRÉAVIS